

MARCHÉS PUBLICS DE SERVICES



LE DÉPARTEMENT

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (Commun à tous les lots)

ACHETEUR

DÉPARTEMENT DU VAR
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU VAR
Direction de la Commande Publique
390, avenue des Lices
CS 41303
83076 TOULON Cedex

OBJET DE LA CONSULTATION

AFFAIRE N°240012 - SUPERVISION DES ÉQUIPES SOCIO-ÉDUCATIVES ET
MÉDICO-SOCIALES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU VAR
7 LOTS

PROCÉDURE DE CONSULTATION

Établie en application du code de la commande publique (CCP)

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-1. et L. 2124-2.
et R. 2124-1. à R. 2124-2.1° du CCP

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES

Le 23 mai 2024 à 16 H 00

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1 - NATURE DE LA PROCÉDURE	3
2.2 - DURÉE DU MARCHÉ	3
2.3 - ESTIMATION DES MARCHÉS	4
2.4 - MONTANT DES MARCHÉS	4
ARTICLE 3. DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
3.1 - TECHNIQUE D'ACHAT -TRANCHES -LOTS - INFORMATIONS SUR L'EXÉCUTION DE MARCHÉS ANTÉRIEURS	5
3.1.1 Technique d'achat	5
3.1.2 Tranches	5
3.1.3 Lots	5
3.1.4 Informations sur l'exécution de marchés antérieurs	6
3.2 - VARIANTES - MODIFICATIONS DONT CLAUSES DE RÉEXAMEN	7
3.2.1 Variantes	7
3.2.2 Modifications dont clauses de réexamen	7
3.3 - MODE DE RÈGLEMENT	7
3.4 - MODALITÉS D'ATTRIBUTION	8
3.5 - COMPLÉMENTS À APPORTER AU CAHIER DES CHARGES	8
3.6 - MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	8
3.7 - NOMENCLATURES COMMUNAUTAIRES ET NOMENCLATURE INTERNE	8
3.8 - PRESTATIONS RÉSERVÉES À UNE PROFESSION PARTICULIÈRE	8
3.9 - ACTION D'INSERTION	8
3.10 - PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	8
3.11 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	8
3.12 - MISE À DISPOSITION DU DCE PAR VOIE ÉLECTRONIQUE	9
ARTICLE 4. MAINTENANCE OU SUIVI	9
ARTICLE 5. DÉLAIS D'EXÉCUTION	9
ARTICLE 6. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	9
ARTICLE 7. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS	9
7.1 - DOCUMENTS À PRODUIRE	10
7.1.1 Procédure de présentation par voie dématérialisée UNIQUEMENT	10
7.1.2 Contenu du dossier de la candidature	10
7.1.3 Documents relatifs à l'offre	12
7.2 - LANGUE DE RÉDACTION DES OFFRES	13
7.3 - UNITÉ MONÉTAIRE	13
ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	14
ARTICLE 9. CONDITIONS DE REMISE DES PLIS	14
ARTICLE 10. OUVERTURE DES PLIS / JUGEMENT DES PROPOSITIONS	15
10.1 - CRITÈRES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES	15
10.2 - CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES DES LOTS 1, 2, 4, 5, 6 ET 7	15
10.3 - CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES DU LOT 3	17

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation porte sur les prestations désignées ci-après :

SUPERVISION DES ÉQUIPES SOCIO-ÉDUCATIVES ET MÉDICO-SOCIALES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU VAR

Dans le cadre de son dispositif de Qualité de Vie au Travail, et dans l'objectif de poursuivre la prévention des risques psychosociaux, le Département souhaite reconduire la mise en œuvre de supervision pour ses équipes médico-sociales, ses psychologues, et autres agents du département.

La supervision, telle que décrite dans le code de l'action sociale et des familles, relève de l'analyse des pratiques menées par des professionnels distincts de ceux appartenant à l'équipe.

La consultation porte sur la mise en œuvre de supervision pour des équipes socio-éducatives, médico-sociales, des psychologues, et autres agents du département, ainsi que les pratiques sociales, médicales et médico-sociales.

Les lots 1 à 3 sont notamment à destination des équipes médico-sociales, des psychologues des directions relevant de la Direction des Solidarités Humaines (Direction de l'Action Sociale de Proximité (DASP), de la Direction de l'Enfance et de la Famille (DEF), Direction de l'autonomie (DA). Des prestations ponctuelles peuvent également être commandées par l'ensemble des directions et services du département rencontrant une problématique nécessitant la mise en place d'une supervision.

Les lots 4 à 7 sont à destination des équipes médico-sociales, des surveillants, des psychologues et des responsables de service du Centre Départemental de l'Enfance du Var (CDE).

Dans le cadre des prestations objet du présent marché, le titulaire est tenu de respecter et d'appliquer la réglementation et les normes en vigueur.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les prestations objet du présent marché ne rentrent pas dans le cadre de la formation professionnelle continue des agents du conseil départemental. Par conséquent, le titulaire ne pourra pas s'en prévaloir pour revendiquer le bénéfice de l'exonération de la TVA auprès de l'administration fiscale.

Le financement de la prestation est assuré par le budget départemental et le budget annexe du Centre Départemental de l'Enfance

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - NATURE DE LA PROCÉDURE

Appel d'offres ouvert passé en application des articles R. 2124-1 à R. 2124-2. 1° du CCP.

2.2 - DURÉE DU MARCHÉ

Chaque marché est passé pour une durée de un an (ou de 12 mois), à compter de sa date de notification. Il est renouvelable 3 fois par période de un an, par reconduction **expresse**, la durée totale du marché ne pouvant excéder 4 ans.

Chaque marché pourra être reconduit pour 1 an, au plus tôt à compter de la date à laquelle le montant maximum sera atteint, ou au plus tard, au terme d'un délai d'1 an à compter de sa date de notification ou de sa date de reconduction.

Cas particulier de la reconduction anticipée :

Si le montant maximum fixé pour une période est atteint avant le terme de la période d'exécution en cours, l'acheteur peut prendre la décision de reconduire l'accord-cadre de manière anticipée.

Cette décision met fin à la durée de la période d'exécution en cours et déclenche, de manière anticipée, la période d'exécution suivante.

La date de reconduction anticipée marque alors le point de départ :

- de la durée de la période d'exécution définie aux documents contractuels du marché,
- de la computation du montant minimum et/ou maximum fixé pour cette nouvelle période.

En cas de reconduction anticipée, l'acheteur adressera sa décision de reconduction anticipée au titulaire du marché par courrier avec accusé de réception via la plateforme de dématérialisation ou par tout moyen permettant de donner date certaine de réception. Ce courrier précisera également la date d'effet de la reconduction anticipée ainsi que la date d'échéance de la période ainsi reconduite.

L'acheteur adressera sa décision de reconduction expresse au titulaire du marché 1 mois avant l'échéance du marché par courrier avec accusé de réception via la plateforme de dématérialisation ou par tout moyen permettant de donner date certaine de réception.

2.3 - ESTIMATION DES MARCHÉS

La valeur globale annuelle estimée du marché est de **316 415 € HT**.

La valeur estimée par lot est de :

Lot n° 1 – Prestations de supervision d'Équipes sociales et médico-sociales pour les services du Conseil Départemental du Var : 73 005 € HT

Lot n° 2 – Prestations de supervision des PRATIQUES sociales et médico-sociales pour les services du Conseil Départemental du Var : 129 270 € HT

Lot n° 3 – Prestations de Supervision des PSYCHOLOGUES du Conseil Départemental du Var: 11 660 € HT

Lot n° 4 – Supervision des équipes espace santé et gestion de crise du Centre Départemental de l'Enfance du Var: 4 620 € HT

Lot n° 5 – Supervision des équipes d'éducateurs d'internat, d'animateurs et de paramédicaux du Centre Départemental de l'Enfance du Var: 67 200 € HT

Lot n° 6 – Supervision des équipes d'interventions à domicile et visites médiatisées du Centre Départemental de l'Enfance du Var: 22 500 € HT

Lot n° 7 – Supervision des responsables de service et des psychologues du Centre Départemental de l'Enfance du Var: 8 160 € HT

2.4 - MONTANT DES MARCHÉS

Les prestations sont susceptibles de varier dans les limites suivantes :

Lot n° 1 – Prestations de supervision d'ÉQUIPES sociales et médico-sociales pour les services du Conseil Départemental du Var :

Montant minimum annuel : 24 000 € HT

Montant maximum annuel : 92 000 € HT

Lot n° 2 – Prestations de supervision des PRATIQUES sociales et médico-sociales pour les services du Conseil Départemental du Var :

Montant minimum annuel : 38 000 € HT

Montant maximum annuel : 182 000 € HT

Lot n° 3 – Prestations de Supervision des PSYCHOLOGUES du Conseil Départemental du Var et Responsables de services du Centre Départemental de l'Enfance du Var :

Montant minimum annuel : 3 000 € HT

Montant maximum annuel : 20 000 € HT

Lot n° 4 – Supervision des équipes espace santé et gestion de crise du Centre Départemental de l'Enfance du Var :

Montant minimum annuel : 800 € HT

Montant maximum annuel : 5 500 € HT

Lot n° 5 – Supervision des équipes d'éducateurs d'internat, d'animateurs et de paramédicaux du Centre Départemental de l'Enfance du Var :

Montant minimum annuel : 10 000 € HT

Montant maximum annuel : 80 000 € HT

Lot n° 6 – Supervision des équipes d'interventions à domicile et visites médiatisées du Centre Départemental de l'Enfance du Var :

Montant minimum annuel : 5 000 € HT

Montant maximum annuel : 30 000 € HT

Lot n° 7 – Supervision des responsables de service et des psychologues du Centre Départemental de l'Enfance du Var :

Montant minimum annuel : 4 000 € HT

Montant maximum annuel : 15 000 € HT

ARTICLE 3. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

3.1 - TECHNIQUE D'ACHAT -TRANCHES -LOTS - INFORMATIONS SUR L'EXÉCUTION DE MARCHÉS ANTÉRIEURS

3.1.1 Technique d'achat

Il sera conclu des marchés mono-attributaires à bons de commande conformément aux articles R . 2162-1. à R. 2162-6. – R. 2162-13. et R. 2162-14. du CCP.

3.1.2 Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

3.1.3 Lots

L'affaire est répartie en 7 lots, traités par marchés séparés, dont l'objet figure ci-après.

Lot n° 1 – Prestations de supervision d'ÉQUIPES sociales et médico-sociales pour les services du Conseil Départemental du Var

Lot n° 2 – Prestations de supervision des PRATIQUES sociales et médico-sociales pour les services du Conseil Départemental du Var

Lot n° 3 – Prestations de Supervision des PSYCHOLOGUES du Conseil Départemental du Var et Responsables de services du Centre Départemental de l'Enfance du Var

Lot n° 4 – **Supervision des équipes espace santé et gestion de crise du Centre Départemental de l'Enfance du Var :**

Lot n° 5 – **Supervision des équipes d'éducateurs d'internat, d'animateurs et de paramédicaux du Centre Départemental de l'Enfance du Var :**

Lot n° 6 – **Supervision des équipes d'interventions à domicile et visites médiatisées du Centre Départemental de l'Enfance du Var :**

Lot n° 7 – **Supervision des responsables de service et des psychologues du Centre Départemental de l'Enfance du Var :**

Les candidats peuvent soumissionner pour un lot ou plusieurs lots.

Les candidats feront une offre de prix distincte pour chaque lot qu'ils souhaitent se voir attribuer.

3.1.4 Informations sur l'exécution de marchés antérieurs

A titre indicatif, il ressort du bilan d'exécution des marchés actuels les points suivants :

Pour les lots n°1 à 2 (hors CDE) :

LOT	Période 1 : du 15/09/2020 au 31/08/2021		Période 2 : du 15/09/2021 au 31/08/2022		Période 3 : du 15/09/2022 au 31/08/2023		Période 4 : du 15/09/2023 au 30/03/2024	
	Nombre de Bons de commande	Montant commandé en euros TTC	Nombre de Bons de commande	Montant commandé en euros TTC	Nombre de Bons de commande	Montant commandé en euros TTC	Nombre de Bons de commande	Montant commandé en euros TTC
LOT 1	27	56 332,00	13	41 107,00	11	30 667,00	5	16 965,00
LOT 2	35	83 520,00	23	83 303,00	24	84 390,00	32	105 270,00

Pour les lots n°3 (hors CDE) :

- Nombre de séances commandées : 22 séances par an chaque année.

Pour le Centre Départemental de l'Enfance:

A titre indicatif, il ressort du bilan d'exécution du marché actuel sur 15 mois les points suivants :

- le nombre des bons de commandes passés est de :

pour le lot 4 : 4 bons de commandes pour un montant d'environ 1 950 € TTC

pour le lot 5 : 35 bons de commandes pour un montant d'environ 68 640 € TTC

pour le lot 6 : 12 bons de commandes pour un montant d'environ 12 425 € TTC

pour le lot 7 : 6 bons de commandes pour un montant d'environ 7 080 € TTC

L'attention du candidat est attirée sur le fait que ces informations, issues de l'exécution du précédent marché, ne sont données qu'à **titre indicatif et n'engagent pas l'acheteur** quant aux quantités qui seront réalisées dans le cadre du présent marché en consultation.

3.2 - VARIANTES - MODIFICATIONS DONT CLAUSES DE RÉEXAMEN

3.2.1 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.2.2 Modifications dont clauses de réexamen

Chaque marché pourra être modifié conformément aux dispositions prévues aux articles L. 2194-1 à L. 2194-3 et R. 2194-1 à R. 2194-9 du CCP.

Les clauses de réexamen portent notamment sur :

> Les modifications du marché pour circonstances imprévisibles :

- la modification du prix, des tarifs, des conditions d'évolution des prix ou les autres clauses financières lorsqu'elle est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, dans le but de compenser strictement les surcoûts imprévisibles supportés ou à supporter par le titulaire en lien direct et certain avec des difficultés techniques ou économiques d'exécution du contrat (article R 2194-5 du CCP relatif aux circonstances imprévues).

Il est précisé que cette modification dite « sèche » des conditions financières peut notamment consister à modifier les prix d'un contrat, qu'ils soient forfaitaires ou unitaires, ou modifier les clauses de réexamen et notamment de révision des prix convenues initialement au contrat si leur application ne suffit pas à opérer la compensation voulue, ou intégrer une telle clause si elle n'était pas prévue initialement.

Le montant de la modification pour circonstances imprévisibles ne pourra excéder 50% de la valeur du marché initial.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'Acheteur mais est initiée par le seul Titulaire qui devra apporter la preuve du préjudice subi par un mémoire en réclamation.

- la modification de la durée du marché, limitée à ce qui est nécessaire pour faire face aux circonstances imprévisibles.

> les options dont notamment :

- tranche(s) optionnelle(s) : Sans objet

- marché similaire :

Un marché en procédure sans publicité ni mise en concurrence préalable pourra être passé pour des prestations similaires conformément à l'article R. 2122-7 du CCP.

- reconduction(s):

Le nombre de reconductions est de **3**

Chaque marché pourra être reconduit pour 1 an, au plus tôt à compter de la date à laquelle le montant maximum sera atteint, ou au plus tard, au terme d'un délai d'1 an à compter de sa date de notification ou de sa date de reconduction.

3.3 - MODE DE RÈGLEMENT

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

3.4 - MODALITÉS D'ATTRIBUTION

Chaque marché sera attribué à une entreprise individuelle ou à un groupement momentané d'opérateurs économiques.

En cas de groupement momentané d'opérateurs économiques, la composition du groupement et son mandataire devront être présentés lors de la remise de l'offre.

3.5 - COMPLÉMENTS À APPORTER AU CAHIER DES CHARGES

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

3.6 - MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard **8 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.7 - NOMENCLATURES COMMUNAUTAIRES ET NOMENCLATURE INTERNE

Les références aux nomenclatures européennes (CPV) associées à la présente consultation sont les suivantes :

Nomenclature : 7999800-6 "services d'accompagnement professionnel"

Code NUTS : FRL05

Nomenclature interne : 70.101 :Supervision - Analyse des pratiques professionnelles.

3.8 - PRESTATIONS RÉSERVÉES À UNE PROFESSION PARTICULIÈRE

Sans objet.

3.9 - ACTION D'INSERTION

Ce marché ne fait pas l'objet d'une action d'insertion.

3.10 - PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Chaque partie au marché sera tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engagera à accepter les obligations portées à l'annexe n°1 relative au RGPD du CCAP.

3.11 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public) comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation et ses annexes "Conditions générales d'utilisation AW Solutions (CGU disponibles à l'adresse suivante: <https://awsolutions.fr/blog/cgu/>)" ,
- l'acte d'engagement (par lot),
- le formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4) ,

- le cadre du mémoire technique et environnemental par lot,
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) (*commun à tous les lots*), ou tout autre document qui en tient lieu et son annexe n°1 relative à la protection des données à caractère personnel (RGPD),
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) (commun à tous les lots), ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes,
- le bordereau des prix unitaires (partie contractuelle) valant détail quantitatif estimatif (partie non contractuelle) par lot,
- les imprimés DC1 et DC2,
- Avis d'Appel Public à la Concurrence

3.12 - MISE À DISPOSITION DU DCE PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Les candidats doivent retirer le dossier de consultation par voie électronique à partir du site : www.marches-publics.info

Pour des raisons d'ordre technique, il est demandé aux candidats de ne pas modifier le nommage des pièces téléchargées.

Nous vous invitons à vous inscrire sur la base fournisseurs de notre prestataire AW Solutions pour bénéficier de la **veille automatique gratuite** ciblée par métier et par mots clés, pour l'ensemble de nos consultations.

POUR VOUS INSCRIRE :

Allez sur <http://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>

- Donnez votre Email dans «...pas encore inscrit » puis suivre la procédure.
- Vous recevrez un courriel de contrôle pour vérifier votre adresse, en validant vous accéderez au formulaire à renseigner. (autorisez courrier@aws-france.com dans votre anti-spam, et autorisez les contenus distants pour cette adresse.)
- Choisissez votre métier, si nécessaire vos codes nomenclatures, et vos mots clés.

Cf . Annexe au présent règlement de la consultation: AW Solutions [CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION](#).

ARTICLE 4. MAINTENANCE OU SUIVI

Sans objet.

ARTICLE 5. DÉLAIS D'EXÉCUTION

Les délais d'exécution des commandes passées durant la période de validité du marché sont définis à l'article 3 du C.C.A.P.

ARTICLE 6. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 4 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des offres en page de garde du présent règlement.

ARTICLE 7. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

7.1 - DOCUMENTS À PRODUIRE

7.1.1 Procédure de présentation par voie dématérialisée UNIQUEMENT

Important : Les offres sont remises dématérialisées. Si elles ne le sont pas, elles ne constituent pas une offre.

- **Documents de la candidature**

L'espace fournisseur de la plate-forme AW Solutions permet aux candidats de disposer gratuitement d'un coffre-fort sécurisé disponible dans GESTION/Attestations. Il permet de déposer les attestations en cours de validité. Elles seront accessibles pour l'ensemble des marchés passés avec un acheteur utilisant AW Solutions. Un système d'alerte avertira les candidats de la fin de validité de leurs attestations.

Cf Article 2.6 – Attestations fiscales et sociales - de l'annexe du présent Règlement de la Consultation – AW Solutions - [CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION](#)

Documents relatifs à l'offre

cf. Annexe au présent règlement de la consultation « dématérialisation ».

Les formats acceptés sont précisés dans l'annexe dématérialisation. Les formats .odt et .ods sont aussi acceptés.

Nous vous conseillons d'utiliser le format PDF pour l'ensemble de votre offre à l'exception des BPU et DQE à remettre sous un format .ods de préférence.

Il est conseillé de déposer votre offre pièce par pièce et de limiter les poids des fichiers en privilégiant le noir et le blanc et la basse résolution dans la limite du possible.

Pour des raisons d'ordre technique, il est demandé au candidat de ne pas modifier le nommage des pièces téléchargées.

Le dossier à remettre par le candidat comprendra les pièces suivantes :

7.1.2 Contenu du dossier de la candidature

Pour la présentation de la candidature, le candidat peut utiliser :

- Les formulaires DC1 et DC2 (ou équivalents) joints au présent dossier de consultation,
ou
- Le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Le candidat devra fournir:

- Lettre de candidature peut être remise au moyen du formulaire DC1 à compléter (joint au dossier de consultation des entreprises ou équivalent) et en cas de groupement, habilitation du mandataire par son groupement d'opérateurs économiques.

L'imprimé DC1 est disponible sur le site du portail de l'économie et des finances :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

A défaut de l'utilisation du formulaire ci dessus, les justifications à produire par les entreprises candidates soit en tant qu'entreprise générale soit en tant que membre d'un groupement :

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1. à L. 2141-5. et L. 2141-7. à L. 2141-11. du CCP, notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail;

- Les documents et renseignements aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle R. 2142-5. du CCP :

- Justification d'inscription au registre professionnel (numéro unique d'identification - SIREN)

- Les documents et renseignements aux fins de vérification des capacités économiques et financières du candidat conformément aux articles R. 2142-6. à R. 2142-12. du CCP :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public sur les trois derniers exercices,

Si pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre document considéré comme approprié par l'acheteur.

- Les documents et renseignements aux fins de vérification des capacités techniques et professionnelles du candidat conformément aux articles R. 2142-13 et R. 2142-14. du CCP :

- Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé,

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;

- **Pour le lot n° 3 (en plus des documents précédents) :** Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat : **diplôme MASTER II en psychopathologie ou autre diplôme justifiant de la capacité à exercer en qualité de psychologue clinicien**

Dans le cadre des justificatifs à produire mentionnés ci-dessus, le candidat peut utiliser l'imprimé DC2 (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) ou équivalent.

L'imprimé DC2 est disponible sur le site du portail de l'économie et des finances :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Conformément à l'article R. 2143-13. du CCP, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve :

- que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

- ou qui ont déjà été transmis au service acheteur concerné lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques, économiques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques, économiques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du présent marché et cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

- Le Document Unique de Marché Européen (DUME)

Conformément à l'article R. 2143-4. du CCP, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R. 2143-3. du CCP.

Le DUME est disponible à l'adresse suivante :

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil/operateur-economique>

Le DUME remis par le candidat est rédigé en langue française.

Le candidat n'est pas autorisé à se limiter à indiquer dans le DUME qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celle-ci. Il doit également fournir à l'appui du DUME, les documents mentionnés précédemment.

En cas d'allotissement, et si les critères de sélection varient selon les lots, un DUME doit être rempli pour chaque lot (ou pour chaque groupe de lots partageant les mêmes critères de sélection).

Un candidat qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit fournir son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, même temporaire, un DUME distinct doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

7.1.3 Documents relatifs à l'offre

Bien que la signature ne soit pas obligatoire lors du dépôt de l'offre, le candidat est fortement incité à signer son offre électroniquement après attribution du marché.

Toutefois, l'offre pourra être signée manuscritement en original par une personne habilitée à engager l'entreprise. Dans ce cas, l'offre devra être conforme aux documents déposés initialement sur la plateforme et retournée dans le délai mentionné dans le courrier informant le candidat de l'attribution du marché.

Documents relatifs à l'offre technique et commerciale (une offre distincte par lot) :

- **L'Acte d'engagement**, par lot : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par les représentants dûment habilités de tous les candidats.

En cas de groupement, l'acte d'engagement est signé soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

- **Le(s) Formulaire(s) de déclaration de sous-traitance (DC4) (le cas échéant) signé(s)** par le candidat et le sous-traitant,

- **Le Mémoire technique et environnemental**, par lot : cadre ci-joint à compléter sans modification, à dater et signer.

- **Le Bordereau des Prix Unitaires (partie contractuelle) valant Détail quantitatif estimatif (partie non contractuelle)** par lot : cadre ci-joint à compléter sans modification, à dater et signer.

- **L'annexe n°1 au CCAP relative au règlement des données à caractère personnel (RGPD)**

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre une déclaration de sous-traitance en remplissant le formulaire intitulé « Déclaration de sous-traitance (DC4) » joint à l'offre ou sur un document équivalent mentionnant notamment :

- la nature des prestations
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- les capacités techniques, professionnelles, économiques et financières du sous-traitant (si ces dernières n'ont pas été fournies à l'appui de la candidature pour justifier les capacités techniques, professionnelles, économiques et financières complétant celles du candidat).
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Conformément à l'article R.2144-4. du CCP, le marché ne pourra être attribué au candidat retenu sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 10 jours, les certificats prévus aux articles R. 2143-6. à R. 2143-10. du CCP, permettant de justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction soumissionner :

- Une déclaration sur l'honneur établie, datée et signée, par le candidat attestant qu'il ne se trouve pas dans un cas d'exclusion prévu aux articles mentionnés à l'article R.2143-6 du CCP,
- Justification d'inscription au registre professionnel (numéro unique d'identification - SIREN)
- La copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire, (*Le cas échéant*)
- L'attestation de régularité fiscale*
- Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales (URSSAF ou équivalent)*
- L'attestation responsabilité civile professionnelle liée aux activités, objet du présent marché,
- La liste nominative des salariés étrangers employés prévue aux articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail ou une déclaration sur l'honneur indiquant qu'aucun salarié étranger n'est employé *

*Conformément aux articles D8222-5 et D8254-4 du Code du Travail, ces documents sont à fournir tous les 6 mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Il est précisé que les attestations ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents doivent être datés du jour du mois qui précède la demande de l'acheteur.

Par ailleurs, il conviendra de fournir :

- RIB (En cas de groupement solidaire et si les prestations respectives des membres du groupement ne sont pas individualisables, le RIB est soit commun ou soit celui du Mandataire dûment habilité par les autres membres du groupement ; En cas de groupement solidaire et si les prestations respectives sont individualisables, le RIB peut être distinct pour chacun des membres du groupement ; En cas de groupement conjoint, le RIB est propre à chacun des membres du groupement),
- Le cas échéant, le ou les documents relatif(s) aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat
- Conformément à L. 2141-12. du CCP, lorsque le titulaire est, au cours de la procédure de passation du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1. à L. 2141-11. du CCP, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation. Dans cette hypothèse, l'acheteur exclut le candidat de la procédure de passation du marché pour ce motif.

7.2 - LANGUE DE RÉDACTION DES OFFRES

Les candidatures et les offres seront rédigées en langue française.

En application de l'article R2143-16 pour les candidatures et de l'article R2152-12 pour les offres, l'acheteur exige que les candidats joignent une traduction en français aux éléments et documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent.

7.3 - UNITÉ MONÉTAIRE

Les candidats sont informés que l'acheteur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : EURO.

ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite sur la plate-forme de dématérialisation.

cf. Article 2.3 – Correspondre avec l'acheteur - de l'Annexe au présent règlement de la consultation «AW Solutions - [CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION](#) »

Une réponse sera, alors, adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres, à toutes les entreprises ayant été destinataires du dossier.

Tout échange avec les entreprises s'effectue de manière dématérialisée par le biais de la plate forme AW Solutions. Aussi, le candidat est invité à consulter régulièrement son espace sur la plateforme et sa messagerie afin de prendre connaissance de l'état d'avancement de la procédure et des attentes éventuelles de l'acheteur dans le cadre de la consultation.

ARTICLE 9. CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

Procédure de remise des propositions (candidature et offre) par voie Dématérialisée UNIQUEMENT

Les possibilités de remise sont les suivantes :

1) **Remise d'un pli non signé**

Si vous faites le choix de remettre votre pli non signé et dans la perspective de l'obtention du marché, il vous est conseillé, dès à présent, l'acquisition d'un certificat de signature électronique.

cf. Annexe au présent règlement de la consultation

2) **Remise d'un pli signé**

Si vous faites ce choix, les documents doivent être **signés en amont de leur dépôt** selon le mode opératoire en lien ci-après :

https://www.marches-publics.info/kiosque/AWS-Achat_depot-sans-signature.pdf

Les plis devront être déposés sur la plate-forme avant la date et l'heure limites figurant en page de garde du présent règlement de la consultation.

Chaque pli transmis par le candidat en réponse à la consultation est considéré comme une offre et à ce titre, il doit comprendre l'ensemble des pièces exigées. Conformément aux dispositions de l' article R. 2151-6 du CCP, en cas de pluralité d'offres, seule sera ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

RAPPEL :

- Pour des raisons d'ordre technique, il est demandé au candidat de ne pas modifier le nommage des pièces téléchargées.

- Les offres sont remises dématérialisées. Si elles ne le sont pas, elles ne constituent pas une offre.

Les documents doivent être complétés dans les zones prévues à cet effet, sans être modifiés. Sous peine de voir leur offre déclarée irrégulière, les soumissionnaires s'engagent à ne pas modifier le présent règlement de la consultation ainsi que les éléments constitutifs du dossier de consultation.

Copie de sauvegarde : Conformément à l'article 2.4 de l'annexe [au présent règlement de la consultation](#) « AW Solutions [CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION](#) », si vous faites le choix de nous faire parvenir une copie de sauvegarde, elle devra être adressée, **avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement, avec la mention : « COPIE DE SAUVEGARDE - 240012 - SUPERVISION DES ÉQUIPES SOCIO-ÉDUCATIVES ET MÉDICO-SOCIALES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU VAR - 7 lots – Lot n°....- NE PAS OUVRIR »**

La copie de sauvegarde, établie sur support papier ou support physique électronique, pourra être envoyée ou remise contre récépissé à l'adresse suivante :

Département du Var
Direction de la Commande Publique
Bureau N° 129 ou 134
Bâtiment A Loubiere
Traverse de la Loube
83000 Toulon
de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 du lundi au vendredi.

ARTICLE 10. OUVERTURE DES PLIS / JUGEMENT DES PROPOSITIONS

Il ne peut y avoir de négociation avec les candidats. Il est seulement possible de demander aux candidats de préciser la teneur de leur offre.

Conformément à l'article R. 2152-2. du CCP, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié et identique pour tous, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

Après classement des offres finales conformément aux articles R. 2152-6. à R. 2152-8. du CCP, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie en application des critères énoncés ci-dessous. Ce choix est effectué par la commission d'appel d'offres.

Lorsque aucune candidature ou aucune offre n'a été déposée dans les délais prescrits, ou seules des candidatures irrecevables, ou des offres inappropriées ont été présentées, un marché public sans publicité ni mise en concurrence pourra être passé conformément à l'article R. 2122-2. du CCP.

Lorsque seules des offres irrégulières ou inacceptables ont été présentées une procédure avec négociation pourra être utilisée conformément à l'article R. 2124-3. 6° du CCP.

Les candidats non retenus et ceux ayant déposé une offre inappropriée, irrégulière ou inacceptable en sont informés conformément aux articles R. 2181-3. et R.2181-4. du CCP.

A ce titre, les candidats doivent communiquer leur adresse électronique, l'information leur sera communiquée par voie dématérialisée.

10.1 - CRITÈRES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES

Capacités professionnelles, techniques économiques et financières.

10.2 - CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES DES LOTS 1, 2, 4, 5, 6 ET 7

Le jugement sera effectué à partir des critères pondérés suivants :

- Critère Prix : 40 %
- Critère Valeur Technique: 50 %
- Critère environnemental: 10%

- **Jugement du Critère Prix (pondération 40%) :**

Le jugement du prix se fera sur le montant total du DQE en € TTC suivant la formule ci-dessous :

Note prix = $40 \times \frac{\text{Offre moins disante}}{\text{Offre analysée}}$

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le Détail Quantitatif Estimatif seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail Quantitatif Estimatif qui sera pris en considération.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les prestations objet du présent marché ne rentrent pas dans le cadre de la formation professionnelle continue des agents du conseil départemental. Par conséquent, le titulaire ne pourra pas s'en prévaloir pour revendiquer le bénéfice de l'exonération de la TVA auprès de l'administration fiscale.

Dans le cas où un candidat présenterait une offre sans TVA et/ou des candidats seraient assujettis à des taux de TVA différents, l'analyse des offres se fera sur la base du montant H.T. pour l'ensemble des candidats.

- **Jugement du Critère Valeur technique (pondération 50%) :**

La valeur technique est notée sur **50** points selon le barème indiqué au règlement de la consultation.

Sous-critère 2.1 - Qualité des intervenants mis à disposition pour l'exécution du présent marché - noté sur 5, coefficient 4, soit un maximum de 20 points

Le candidat doit fournir la liste des intervenants affectés directement à l'exécution de la prestation, accompagnée de leur curriculum vitae indiquant précisément les diplômes et les spécialités détenus et l'expérience professionnelle en matière de supervision de chaque consultant dans le domaine du marché, en lien avec les attendus indiqués au CCTP

Sous-critère 2.2 - Méthodologie et évaluation des séances de supervision - noté sur 30 points

- ❖ **sous-sous critère 2.2.1 :** Description détaillée d'une séance de supervision type sur le plan organisationnel et méthodologique pour une efficacité avec les professionnels - **Noté sur 5 points, coefficient 2, soit un maximum de 10 points**
- ❖ **sous-sous critère 2.2.2 :** Description des outils et matériels utilisés lors des supervisions - **Noté sur 5 points, coefficient 2, soit un maximum de 10 points**
- ❖ **sous-sous critère 2.2.3 :** Description d'une méthode utilisée et contenu pour élaborer un bilan détaillé par semestre par lot et par groupe en proposant des indicateurs pertinents de suivi et d'amélioration. Le candidat devra fournir un dossier type de restitution. - **Noté sur 5 points, coefficient 2, soit un maximum de 10 points**



Concernant les lots 4 à 7, le candidat devra, en outre, proposer des indicateurs pertinents de suivi et d'amélioration pour évaluer les temps de coordination et démontrer sa capacité à créer l'adhésion des professionnels, à animer des séances et à rédiger des compte rendus de séances.

Chaque réponse apportée par le candidat à chaque sous-critère et sous-sous critère de la valeur technique sera analysée et notée selon le barème suivant:

0	non renseignée, inadaptée, non remis(e)
1	très insuffisante
2	insuffisante
3	moyenne
4	bonne
5	très bonne

- **Jugement du Critère Environnemental (pondération 10%) :**

Mesures et moyens mis en place pour limiter les impacts environnementaux dans le cadre des déplacements des intervenants : noté sur 5 points coefficient 2, soit un maximum de 10 points :

Seront appréciés par exemple le choix du moyen de transport le moins polluant en corrélation avec la distance à parcourir, le co-voiturage, les formations à l'éco-conduite...

- La note finale sera calculée en additionnant les notes obtenues sur chacun des critères:

Note Finale = Note prix + Note technique + Note environnementale.

Le classement final sera obtenu par considération de la note la plus élevée pour l'offre économiquement la plus avantageuse vers la note la plus basse pour le dernier classé.

10.3 - CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES DU LOT 3

Le jugement sera effectué à partir des critères pondérés suivants :

- Critère Prix : 40 %
- Critère Valeur Technique: 50 %
- Critère environnemental: 10%

- **Jugement du Critère Prix (pondération 40%) :**

Le jugement du prix se fera sur le montant total du DQE en € TTC suivant la formule ci-dessous :

Note prix = $40 \times \frac{\text{Offre moins disante}}{\text{Offre analysée}}$

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le Détail Quantitatif Estimatif seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail Quantitatif Estimatif qui sera pris en considération.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les prestations objet du présent marché ne rentrent pas dans le cadre de la formation professionnelle continue des agents du conseil départemental. Par conséquent, le titulaire ne pourra pas s'en prévaloir pour revendiquer le bénéfice de l'exonération de la TVA auprès de l'administration fiscale.

Dans le cas où un candidat présenterait une offre sans TVA et/ou des candidats seraient assujettis à des taux de TVA différents, l'analyse des offres se fera sur la base du montant H.T. pour l'ensemble des candidats.

- **Jugement du Critère Valeur technique (pondération 50%) :**

La valeur technique est notée sur **50** points selon le barème indiqué au règlement de la consultation.

Sous-critère 2.1 - Qualité des intervenants mis à disposition pour l'exécution du présent marché - noté sur 5, coefficient 4, soit un maximum de 20 points

Le candidat doit fournir la liste des intervenants affectés directement à l'exécution de la prestation, accompagnée de leur curriculum vitae indiquant l'expérience professionnelle en matière de supervision de chaque consultant dans le domaine du marché, en lien avec les attendus indiqués au CCTP.

Nota : il est rappelé que la prestation doit être réalisée par un psychologue clinicien titulaire d'un master II en psychopathologie (diplômes à fournir dans le dossier de candidature)

Sous-critère 2.2 - Méthodologie et évaluation des séances de supervision - noté sur 30 points

- ❖ **sous-sous critère 2.2.1** : Description détaillée d'une séance de supervision type sur le plan organisationnel et méthodologique pour une efficacité avec les professionnels - **Noté sur 5 points, coefficient 2 , soit un maximum de 10 points**
- ❖ **sous-sous critère 2.2.2** : Description des outils et matériels utilisés lors des supervisions - **Noté sur 5 points, coefficient 2 , soit un maximum de 10 points**
- ❖ **sous-sous critère 2.2.3** : Description d'une méthode utilisée et contenu pour élaborer un bilan détaillé par semestre par lot et par groupe en proposant des indicateurs pertinents de suivi et d'amélioration. Le candidat devra fournir un dossier type de restitution. - **Noté sur 5 points, coefficient 2 , soit un maximum de 10 points**

Chaque réponse apportée par le candidat à chaque sous-critère et sous-sous critère de la valeur technique sera analysée et notée selon le barème suivant:

0	non renseignée, inadaptée, non remis(e)
1	très insuffisante
2	insuffisante
3	moyenne
4	bonne
5	très bonne

- **Jugement du Critère Environnemental** (pondération 10%) :

Mesures et moyens mis en place pour limiter les impacts environnementaux dans le cadre des déplacements des intervenants : noté sur 5 points coefficient 2, soit un maximum de 10 points :

Seront appréciés par exemple le choix du moyen de transport le moins polluant en corrélation avec la distance à parcourir, le co-voiturage, les formations à l'éco-conduite...

- **La note finale sera calculée en additionnant les notes obtenues sur chacun des critères:**

Note Finale = Note prix + Note technique + Note environnementale.

Le classement final sera obtenu par considération de la note la plus élevée pour l'offre économiquement la plus avantageuse vers la note la plus basse pour le dernier classé.